

Denrées alimentaires—Comité

eux que ces caméras ne soient pas encore installées et que les Canadiens n'aient pas eu la faveur d'assister à la représentation qu'il a donnée à la Chambre, comme le premier ministre d'ailleurs, au cours de ces derniers jours. Monsieur l'Orateur, s'ils avaient pu voir comment se comportait le gouvernement, le peu d'intérêt dont ces messieurs et ces dames ont fait preuve à tout coup à l'égard de leurs problèmes, ces mêmes dames et messieurs n'auraient pas le temps de siéger ici à la Chambre; ils seraient trop occupés à répondre aux protestations par la poste ou au téléphone.

● (1500)

J'ignore si le fait d'avoir écarté les sénateurs du futur comité va changer considérablement les choses, ou si le résultat serait différent selon que le rapport du comité sera présenté dans deux mois ou trois mois. Mais une chose est sûre d'après moi—quels que soient sa composition ou le temps qu'il lui faudra pour présenter un rapport provisoire ou définitif, ce comité ne sera d'aucun secours pour les Canadiens. Il n'apportera rien aux vieillards, qui peuvent difficilement se permettre le confort nécessaire avec leur petite pension. Ses délibérations et conclusions n'amélioreront pas le sort des travailleurs pauvres, victimes naturelles de l'inflation en raison de leurs minces revenus et de leur pouvoir de négociation négligeable.

Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que ce comité aboutisse vraiment à quelque chose; étant donné le contexte historique, il serait déraisonnable de s'y attendre. Nous avons connu ces dernières années des commissions, royales ou autres, des comités sénatoriaux, des comités de la Chambre des communes et des équipes d'experts chargés d'examiner je ne sais combien de questions nationales de première importance; mais l'activité à laquelle ont donné lieu tous ces efforts et dépenses de deniers publics pourrait à peine éclairer la Chambre durant un après-midi si on pouvait la transformer en énergie.

Une commission a été chargée d'examiner la situation de la femme, mais la situation de la femme n'a pas changé. Un comité sénatorial a étudié la pauvreté, mais les pauvres ont augmenté en nombre et leur importance a diminué aux yeux du public depuis la présentation du rapport du comité. Tout le monde s'accordait pour dire que la pauvreté était une honte nationale et qu'il fallait remédier à cet état de choses, mais on aurait pu aboutir au même résultat sans comité et sans la dépense de millions de dollars pour découvrir une chose qui sautait aux yeux.

Monsieur l'Orateur, ça me rappelle un poème d'un humoriste britannique qui se lisait ainsi:

I saw an old man in the park
I asked the old man why
He watched the lovers after dark
And this was his strange reply
I am the royal commission on kissing
Appointed by Gladstone in '74
All of my colleagues are buried or missing
And our records were lost in the last Great War
But still I'm a royal commission
And my task I intend to see through
Tho I know, as an old politician,
Not a thing will be done if I do.

Des voix: Bravo!

M. Reilly: Monsieur l'Orateur, je ne puis sérieusement croire qu'il y ait un seul député assez naïf pour penser que

[M. Reilly.]

ce comité réussira à accomplir quelque chose de significatif. Même les démonstrations de joie des députés de ce côté-ci de la Chambre sonnaient faux hier soir. C'était tout aussi important pour les victimes de l'inflation que si la Chambre avait découvert que 15 anges et non 30 peuvent danser sur la tête d'une épingle. La création de comités comme celui-ci n'est qu'un moyen de tromper les gens et de détourner leur attention du fait qu'ils sont à mon avis des victimes. On essaie par là de les persuader que leur député s'intéresse vraiment à leur misère et qu'il a l'intention de rectifier la situation. J'estime et déclare que rien ne peut être plus faux.

En 1969, le gouvernement annonçait que l'inflation était devenue le plus grave problème qui se posait au pays et qu'il entendait s'en occuper. On a vite compris ce que cela voulait dire. Adoptant la vieille théorie économique généraliste, d'après laquelle il suffit d'ajouter quelques tours de passe-passe fiscaux à un peu de tripotage monétaire pour arranger les choses, ils ont tenté de créer délibérément du chômage afin que la vieille prophétie se réalise et que l'inflation diminue.

Quand le président Nixon est arrivé au pouvoir en 1969, il a appelé cela «mettre l'économie au point». Un économiste distingué a répondu que c'était comme si on essayait de mettre au point les crues du Mississippi: ce n'est pas plus sensé. On faisait une autre prophétie en 1969. Elle se trouve consignée dans le sixième exposé annuel du Conseil économique du Canada, à la page 163:

Au Canada, il est difficile de prétendre que l'inflation actuelle vient de pressions excessives de la demande, puisque, depuis 1967, nous connaissons un certain degré, au moins, de sous-activité économique. Par contre, aux États-Unis, le problème de la montée des prix et des coûts est nettement attribuable à un excès de la demande, aggravé par les répercussions sur l'économie de la guerre au Viet-Nam. Tant qu'il n'y aura pas un ralentissement de la montée des prix et des coûts aux États-Unis, l'action des politiques canadiennes visant à résoudre le problème des prix et des coûts intérieurs sera entravée.

Voici le passage le plus pertinent, monsieur l'Orateur:

De nouvelles restrictions financières et monétaires pourraient bien se solder tout simplement par une augmentation du chômage et un ralentissement économique, et n'avoir que des effets peu appréciables sur la montée actuelle des prix et des coûts.

En d'autres termes, le Conseil économique du Canada et son président, M. Arthur Smith, déclaraient au premier ministre et à ses collègues: «Ne faites pas ça, ne faites pas ce que vous envisagez de faire car cela ne résoudra pas nos difficultés ni l'inflation et ne fera qu'accentuer le chômage». C'est exactement ce qui s'est produit et nous en payons encore le prix.

Nombre de fois, alors qu'on reprochait au gouvernement ses échecs en matière de prévisions économiques, il a fourni comme réponse que ce problème est si complexe que personne n'était capable de fournir une réponse exacte. Je signale que M. Arthur Smith et le Conseil économique avaient raison. En récompense M. Smith s'est vu écarté et depuis lors on n'a prêté aucune attention au Conseil. Après avoir dit à l'empereur qu'il était nu M. Smith et le Conseil devaient disparaître.

Ce matin le premier ministre a déclaré que sa politique serait celle du contrôle des prix et salaires s'il le fallait mais pas nécessairement. Imaginez cela: nous passons du roi philosophe à Mackenzie King en quinze jours.

L'hon. M. Lang: Il a dit que c'était la politique de votre chef.

L'hon. M. Stanfield: Il a également dit que c'était la sienne.